



DÉLÉGUÉS À LA RENCONTRE DU 5 SEPTEMBRE,

Reportage

Après le rassemblement du 9 septembre devant l'usine Molex

LA "REPRISE" DE MOLEX : 15 EMPLOIS "PRÉSERVÉS" SUR 283 !

106 800 à 207 000 emplois supprimés en trois mois...

106 800 pertes nettes d'emplois salariés au deuxième trimestre (-2,1 % sur un an), c'est le chiffre annoncé le 10 septembre par le ministère de l'Emploi, après les 178 700 suppressions du premier trimestre. Dans la seule industrie, ce sont 52 200 postes en moins, après 48 300 au premier trimestre. L'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acos) a, elle, enregistré jusqu'à 207 000 pertes nettes d'emplois (-1,2 %) au deuxième trimestre, autant qu'au premier trimestre, et 563 000 sur un an (-3,1 %). 15 ouvriers repris sur 283 à Molex.

Ces chiffres ne démontrent-ils pas à eux seuls la situation d'urgence dans laquelle sont placés des centaines de milliers de travailleurs dans tout le pays ? Ce qu'ils veulent, c'est garder leur emploi ! Comment y parvenir ? Faudrait-il, comme le proposent les dirigeants du PS et du PCF, s'en remettre à une hypothétique « alternative en 2012 », à la perspective d'une « politique industrielle au service des besoins de la société » cadrée par les états généraux proposés par Nicolas Sarkozy, à celle des usines « autogérées », comme le suggère le NPA ? Ou faut-il combattre maintenant et tout de suite pour l'interdiction pure et simple des licenciements, et commencer par les 283 licenciements à Molex ? C'est pour rassembler des milliers de travailleurs et militants ouvriers de toutes tendances dans le premier rassemblement à Paris vers la marche unie, le 28 novembre, que les 148 délégués ouvriers — militants du PCF, du PS, du Parti de gauche, du NPA, du POI, syndicalistes — à la conférence nationale du 5 septembre ont engagé la préparation de conférences et meetings ouvriers dans leurs départements.

■ L. F.

Des cheminots de la CGT, des agents d'EDF, des travailleurs de Freescale (236 licenciements annoncés), de la Météo (fermetures de nombreux sites en France), des élus de la région, Martin Malvy, le président PS de la région, 500 participants étaient présents. Les partis étaient également là, le PCF, le NPA..., les militants de Lutte ouvrière. Des membres des comités de Haute-Garonne pour la marche unie et du POI ont diffusé l'appel de la conférence de délégués du 5 septembre.

Nous commençons à diffuser l'appel. L'accueil est très favorable.

Nous annonçons la réunion pour constituer un comité d'unité pour la marche unie le 14 septembre à Toulouse. De jeunes responsables CGT avec le badge « Jeune CGT » :

« C'est de qui, ce tract ? »

— Il s'agit d'un appel de 150 travailleurs d'entreprises de différents partis, syndicats, réunis à Puteaux. Je suis d'accord avec cette initiative de marche unie pour l'interdiction des licenciements, alors je le diffuse. Tu peux en faire autant.

— Pourquoi pas, mais je veux le lire.

— Qu'est-ce qui va sortir de ce rassemblement avec Thibault ? Peut-on s'en sortir sans cette marche unie, entreprise par entreprise ?

— C'est vrai, impossible par entreprise. Mais comment le faire tous ? Les partis ne sont pas tous d'accord.

— Nous proposons la constitution de comités, la tenue de conférences départementales pour que cette marche unie s'organise.

— Je lirai le tract. »

Un groupe de cheminots CGT prend le tract : « Je suis d'accord avec ton mot



Guy Pavan, représentant CGT au comité d'entreprise de Molex, prend la parole lors du rassemblement du 9 septembre. (photo AFP)

d'ordre. Mais comment faire ? La base n'est pas prête. Les journées de mobilisation ne se sont pas bien terminées.

— Oui, c'est le moins que l'on puisse dire. Alors, est-ce la bonne méthode, ces journées « saute-mouton » ? Sur des mots d'ordre clairs, sur l'interdiction des licenciements, sur la défense de la Sécurité, contre la privatisation de La Poste..., il était possible de faire la grève reconductible jusqu'à satisfaction, comme en Guadeloupe. En mars, il y avait trois millions de travailleurs dans la rue !

— En Guadeloupe, ils s'y étaient préparés de longue date. La grève générale, cela ne se décrète pas.

— Ils avaient des revendications claires, ce n'était pas le cas pour la métropole. Et ça continue le 7 octobre, qu'est-ce que le travail décent ?

— La grève reconductible, elle ne doit pas être préparée par le haut. En bas, cela ne suit pas, dans les unions départe-

mentales, les fédérations.

— Ma femme a fait la grève pendant trois semaines contre la réforme des lycées, pendant qu'Aschiéri (secrétaire général de la FSU) discutait des modalités d'application.

Est-ce que c'est la base qui n'est pas prête ou les sommets qui se lient aux décisions gouvernementales ? Est-ce que ce n'est pas pareil avec la réforme de la représentativité syndicale, qui exige 10 % des voix aux élections professionnelles pour négocier avec le patron ? »

Trois cheminots veulent prendre connaissance de l'appel.

Un travailleur de Molex : « Je suis pour l'interdiction des licenciements. C'est inadmissible, l'attitude du patron de Molex, il s'assoit sur la loi. Il y a des vigiles aux grilles, qui nous empêchent de rentrer. Pourtant, le tribunal a statué. Nous devons reprendre notre poste

de travail. C'est notre droit. Ici, on est nombreux. Ne pourrait-on pas faire respecter la loi et rentrer dans l'usine ? — C'est vrai, la loi, les patrons s'assoient dessus quand elle ne leur est pas favorable. Mais pourquoi en sommes-nous arrivés à nous poser ce genre de question ?

Le problème serait depuis longtemps réglé si tous les partis qui se réclament des travailleurs avaient appelé à la marche unie. Il faut couvrir le pays de comités.

— Oui, il faut partir d'en bas.

— Mais ne pas laisser aux dirigeants les mains libres, exiger qu'ils appellent. — Je vais lire ton tract. »

CORRESPONDANTS ■

DERNIÈRE HEURE

268 ouvriers licenciés sur 283 !

Après une rencontre avec les représentants des salariés et le repreneur potentiel, HIG (un fonds d'investissement américain), Christian Estrosi, ministre de l'Industrie, a annoncé ce mardi qu'un accord « pour une reprise partielle » avait été signé entre le fonds d'investissement et la direction de Molex.

Seuls 15 ouvriers conserveraient leur emploi ! Puis, 50 à 60 seraient éventuellement repris d'ici à la fin de l'année prochaine. « On ne peut pas rendre un avis positif pour 15 personnes, qu'est-ce qu'on va dire au reste des 283 salariés ? », a dénoncé à juste titre Guy Pavan, délégué CGT.

Cela ne démontre-t-il pas de manière éclatante qu'il n'y a pas d'autre solution que l'interdiction des licenciements à Molex ?

Point de vue

Ce que proposent Bernard Thibault et les responsables du PCF, du PS et du NPA

Le 9 septembre, l'union départementale CGT de Haute-Garonne organisait un rassemblement à Villemur-sur-Tarn avec la participation de Bernard Thibault. Ce dernier, pour qui l'usine de Villemur est « un cas d'école », s'est posé en médiateur entre le gouvernement et la direction de l'entreprise. « Bernard Thibault n'est pas arrivé les mains vides face aux ouvriers, souligne Sud-Ouest (10 septembre), il a mis en place un plan d'action. Une réunion à Bercy, qui comprendrait les représentants syndicaux, le repreneur potentiel et les clients actuels de l'usine, Renault et Peugeot, va être demandée. »

Il a déclaré devant tous les salariés : « Je peux vous annoncer que des négociations ont repris depuis hier entre le gouvernement et la direction de Molex pour le maintien

d'une partie de l'activité industrielle. »

Mais maintenir « une partie » seulement de l'activité industrielle ne revient-il pas à jeter une partie des ouvriers à la rue ?

« Le secrétaire général dit sa satisfaction d'avoir pu influencer dans les plus hautes sphères concernant le sort des Molex », lit-on encore. Celui-ci précise : « Je me suis entretenu à plusieurs reprises avec le président de la République (...). Nicolas Sarkozy a été obligé de reconnaître le bien-fondé de nos analyses », et : « C'est lui qui m'a parlé de Molex en premier. Il m'a assuré que les choses évolueraient. »

Dès le lendemain, la plupart des élus PS de Midi-Pyrénées écrivaient au ministre de l'Industrie, Christian Estrosi, pour qu'il les associe aux discussions avec un repreneur de Molex. Ils demandent qu'une

table ronde soit organisée « afin de partager l'information, de vérifier la crédibilité du projet, l'adhésion des salariés, et de permettre aux collectivités locales d'envisager les moyens à mettre en œuvre avec le gouvernement ». A quoi les élus du PS revendiquent-ils d'être associés ? A la définition du nombre de licenciements « acceptables » ? Cette table ronde n'est-elle pas l'application à Molex des états généraux de l'industrie réunissant syndicats, patronat et gouvernement pour définir « une nouvelle politique industrielle » ?

S'inscrivant dans cette perspective, le PCF propose « au niveau national, comme au niveau des régions, voire de certains bassins d'emploi, des structures démocratiques de pilotage et d'orientation de l'effort industriel ». Et il invitait à faire converger « les

combats des Molex, des Chafoteaux pour défendre l'emploi » à la Fête de l'Humanité, dans l'objectif de « rassembler la gauche » pour une alternative... en 2012 (L'Humanité, 11 septembre).

Le NPA 31 organise une réunion avec un travailleur argentin, « qui viendra parler d'une expérience d'usine autogérée ». Un ouvrier de Molex, interviewé par *Tout est à nous*, parle de « reprendre l'usine par les salariés », d'une « coopérative ouvrière »...

Mais c'est tout de suite que se joue le maintien de l'emploi des 283 ouvriers de Molex ! Alors, pourquoi le PS, le PCF et le NPA n'appellent-ils pas à l'unité sur le seul mot d'ordre conforme aux intérêts des 283 : interdiction des licenciements à Molex ?

Ne leur revient-il pas, comme aux autres partis qui se réclament de la classe ouvrière,

d'organiser d'urgence dans l'unité, avant le 31 octobre, une manifestation chez Estrosi, au ministère de l'Industrie, sur ce mot d'ordre ?

LAURENCE FAYARD ■

REPÈRE

Le 6 août dernier, au mépris de la décision de justice lui ordonnant de rouvrir l'usine, la direction américaine de Molex décidait le lock-out du site et annonçait sa fermeture définitive dès le 15 septembre, les procédures légales se poursuivant jusqu'au 31 octobre. Ce sont donc 283 ouvriers qu'elle prévoit de jeter à la rue, cela, rappelons-le, après avoir réalisé 1,2 million d'euros de bénéfices en 2008 et 500 000 euros pour le seul premier trimestre 2009.



ILS PRÉPARENT LES CONFÉRENCES DÉPARTEMENTALES

Manufacture sièges de France, à Berteaucourt (Somme) : 20 travailleurs présents à la réunion de compte rendu du 5 septembre

DES GROUPES D'OUVRIERS DES USINES À LA CONFÉRENCE DÉPARTEMENTALE

Le 8 septembre, s'est tenue à l'usine Manufacture sièges de France, à Berteaucourt (Somme), une réunion de compte rendu de la conférence pour l'unité pour l'interdiction des licenciements du 5 septembre.

Parmi la dizaine de délégués d'Amiens à la conférence nationale, il y avait en effet des syndicalistes et des travailleurs de la manufacture.

Ce sont 20 ouvriers de l'usine qui se sont réunis pour entendre le compte rendu. Tous étaient intéressés par la liste des usines représentées à la conférence nationale. A l'écoute du compte rendu, l'un d'entre eux a fait remarquer : « Ce sont exactement les mêmes problèmes qui sont posés partout. » Un autre : « Il n'est pas possible de régler les questions boîte par boîte. »

Un appel contresigné par les 20 ouvriers, appuyant l'appel à la conférence départementale, a été adopté. En effet, les 10 délégués présents (militants du PS, du NPA, le POI, les syndicalistes, les travailleurs) à la conférence nationale ont publié l'appel adopté le 5 septembre et convoqué sur cette base une conférence départementale le 7 novembre. Après la réunion de Berteaucourt, d'autres réunions et diffusions sont programmées dans les usines où avait été signé l'appel à la conférence du 5, près de 5 000 signatures ayant été réalisées.

La discussion du comité et des délégués a dégagé la nécessité de préparer une large conférence dans l'objectif de faire participer des groupes d'ouvriers des usines du bassin industriel amiénois, et également d'élargir le



nombre de militants des partis s'intégrant à cette initiative.

Il ne s'agit pas de limiter la réunion à des délégués d'usines, mais de chercher à y faire participer de nombreux travailleurs, des syndicalistes, d'en faire « un événement » sur la ville. C'est pourquoi les membres du comité ont programmé chaque jour une diffusion dans une usine.

Le fait qu'un comité amiénois du NPA et une importante section PS participent es qualités, aux côtés des militants du PCF, des syndicalistes, avec le POI, démontre les possibilités d'élargir encore ce regroupement.

En application des décisions du 5 septembre, l'ensemble des fédérations départementales de ces partis vont être saisies.

CORRESPONDANT ■

A propos du débat sur l'emploi à Blanquefort

Un « débat-concert pour défendre les emplois à Ford comme ailleurs », réunissant

« syndicalistes et décideurs politiques locaux », organisé en commun par la CGT FAI (ex-Ford) et un comité de soutien de l'usine, se tenait le 5 septembre à Blanquefort (Gironde). Il s'agissait de « commencer à mettre en place un comité national des privés d'emploi », ce qui n'a pas abouti à cette étape.

Décrivant, en introduction, la situation préoccupante de l'entreprise, où « seuls 170 emplois sur les 1 600 existants sont garantis », Philippe Poutou, secrétaire du syndicat CGT First-FAI (ex-Ford), écartera d'emblée le combat pour l'interdiction des licenciements.

Il évoquera le combat des ouvriers de Molex et les « luttes emblématiques de Continental, New Fabris », admettant pourtant que même avec 50 ou 60 000 euros, on ne tient pas longtemps. « Des projets politiques oui, mais aussi le rapport de force pour les imposer », « la convergence des luttes », proposera-t-il.

Un des problèmes pour lui, comme pour le maire PS et président de la Communauté urbaine de Bordeaux (CUB), étant que « partout le sentiment de résignation existe chez de nombreux salariés » et que « cela constitue un frein aux luttes ».

Les victimes (les salariés) seraient donc aussi coupables de leur propre sort ?

Pendant deux heures, le « débat » sera à l'avenant : il sera surtout question de « projets industriels » devenus « identitaires à la CGT », de « la nécessaire prise en compte des intérêts peut-être différents des salariés selon l'entreprise », de l'investissement public dans l'entreprise et des « garanties » à demander aux patrons qui en bénéficient. Aucun rapport avec les états généraux proposés par Sarkozy ? Alain Rousset, président PS de la région, fera l'éloge des pôles de compétitivité. Les seules solutions politiques évoquées seront les élections régionales, par Max Guichard, élu régional PCF, conforté par Michel Duberland, secrétaire départemental PCF, pour qui « tout ne dépend pas du national » et qui appelle à « faire des régions des pôles de résistance », notamment pour « obliger le secteur bancaire à orienter l'investissement vers la création industrielle ».

Dans la courte intervention du public, un travailleur de Fumel (47) dira : « Cela fait deux heures qu'on parle de projets industriels. Quand est-ce qu'on parle de s'attaquer au capitalisme ? Si on ne nationalise pas, tout ça ne sert à rien. »

Bonne question.

CORRESPONDANT ■

Margny-lès-Compiègne

Un rassemblement public le 19 septembre pour rendre compte de la conférence

La semaine qui a suivi la conférence du 5 septembre, le comité de Compiègne pour l'interdiction des licenciements s'est réuni avec les délégués.

C'est un ouvrier de Continental, délégué le 5 septembre, qui a rendu compte des travaux de la conférence. Lors de cette réunion, il a été décidé de convoquer, le samedi 19 septembre, un rassemblement public à Margny-lès-Compiègne.

Le maire de Margny-lès-Compiègne y prendra la parole, notamment sur la question des services publics.

L'objectif de cette réunion publique est de rassembler des travailleurs, des syndicalistes, des militants de différentes entreprises du Compiégnois, dans l'objectif de préparer la conférence départementale qui se tiendra le 24 octobre.

L'appel circule déjà largement. Les responsables du PCF, du PS, du NPA, du Parti de gauche, de Lutte ouvrière ont été sollicités pour y participer.

Lors de l'assemblée des travailleurs de Continental, qui s'est tenue le 14 septembre avec environ 200 travailleurs, plusieurs d'entre eux ont donné leur accord pour y participer.

Seine-Saint-Denis

Un appel des dix délégués à la conférence de Puteaux pour la tenue d'une conférence départementale



Ils sont délégués des comités pour la marche unie pour l'interdiction des licenciements de Roissy, d'Aulnay, de Bobigny, d'Aubervilliers.

En Seine-Saint-Denis comme partout, les travailleurs sont confrontés à une avalanche de plans de licenciements : à PSA Aulnay, sur la plate-forme aéroportuaire de Roissy, au centre de tri de Bobigny, à Randstad VediorBis (Saint-Denis), au Club Med-Centre d'appel européen (Saint-Ouen), etc.

Ils ont lancé un appel à la tenue d'une conférence départementale contresigné par plusieurs dizaines de travailleurs et militants de toutes tendances.

Une première diffusion rendant compte de la conférence du 5 septembre a été organisée à PSA Aulnay, afin de poursuivre la discussion et de revoir plus particulièrement des ouvriers et syndicalistes avec lesquels les liens se sont renforcés ces dernières semaines. Plusieurs viennent spontanément à la table. La discussion se mène sur la conférence du 5 septembre, l'appel aux conférences départementales préparant le 28 novembre.

Un ouvrier, qui a signé à plusieurs reprises l'appel pour l'interdiction des licenciements, signe en tant que délégué du personnel.

Un délégué syndical dit à deux reprises : « Tout cela va dans le bon sens, c'est bien ce que vous faites. On peut avoir des idées différentes, chacun dans nos partis, mais là-dessus on doit se mettre d'accord. »

Une ouvrière raconte qu'elle est en contrat d'intérim d'un mois jusqu'au 27 septembre. Elle ne peut donner d'adresse, car elle a quitté, avec son conjoint, son département (la Manche) pour trouver du travail là où c'était possible. Ils vivent actuellement dans une caravane en Seine-et-Marne.

Un jeune ouvrier se dit totalement écœuré. Il fait le boulot de retoucheur (contrôle de la fabrication sur la chaîne) et ces postes sont voués à disparition d'ici peu, soit 30 postes pour l'équipe A (peut-être 80 à 100 pour l'ensemble des équipes).

Il nous explique « qu'il n'y aura plus de contrôle et que ce sera de la responsabilité des ouvriers de la chaîne ».

Il poursuit : « Cela fait dix ans que je bosse ici, on est traité comme des moins que rien. Ils cherchent à me faire partir avec une prime de 20 000 euros, ou alors je dois retourner sur la chaîne. »

A l'issue de la diffusion, nous avons recueilli cinq signatures publiques de délégués syndicaux.

C. K. ■

"J'appelle mes collègues à participer à la conférence ouvrière départementale"

Une ancienne EVS (emploi vie scolaire) licenciée, déléguée de l'Essonne à la rencontre nationale du 5 septembre.

« Ils nous mettent à la porte et font appel au privé. Depuis toujours, j'ai exercé des petits boulots. Avant mon licenciement en 1988 à la Samaritaine, les grands magasins de luxe parisiens, j'ai travaillé 7 ans en tant qu'hôtesse de caisse. Nous subissons la pression de nos employeurs. Déjà, on nous faisait travailler le dimanche et tous les samedis avec des aménagements d'horaires sans se soucier de nos temps de transports et de notre vie familiale. C'était à l'époque "marche ou crève".

Je pense que la conférence du 5 septembre est un point d'appui pour se battre contre les licenciements et contre les contrats précaires. Il faut arrêter l'hémorragie. Il y avait beaucoup d'ouvriers du privé, mais c'est un problème général. Ça rejoint la bagarre contre les suppressions de postes dans les services publics.

Il faut agir rapidement, ensemble nous aurons plus de chance de nous faire entendre, car il faut que cela cesse. C'est pourquoi j'appelle tous mes collègues EVS-AVS à participer à la conférence ouvrière départementale. »